

## Les défis de l'intégration des politiques de genre dans les missions de paix. Le cas de la mission en République démocratique du Congo

Conférence de **Mélanie Coutu**, étudiante à la maîtrise en science politique, présentée le 18 mars à la Salle des Boiseries de l'UQAM.

Compte rendu rédigé par **Lyne Kurtzman**, agente de développement, Service aux collectivités, UQAM.

Devant un auditoire composé d'étudiants-es, de professeurs-es et d'experts-es des missions de paix des Nations unies, Mélanie Coutu, a présenté une conférence sur l'intégration des politiques de genre dans les missions de paix, à partir du cas de la mission en République démocratique du Congo. Mélanie Coutu a rappelé que les politiques de genre dans les missions de paix des Nations unies visent à insuffler une nouvelle dynamique dans les rapports entre hommes et femmes fondée sur l'égalité et l'équité entre les sexes. Toutefois, à ce jour, les initiatives de la Mission des Nations unies en République démocratique du Congo ont d'abord et avant tout cherché à apporter une protection aux femmes, compte tenu notamment du nombre endémique de violences sexuelles dont elles sont victimes, et à fournir une assistance dans le développement des capacités des organisations féminines congolaises. Si ces interventions sont nécessaires, elles ne sont pas suffisantes, selon l'analyse de Mélanie Coutu. Les Congolaises sont vues comme bénéficiaires de services et non comme des actrices importantes des changements systémiques à opérer dans les rapports sociaux hommes-femmes. Ce faisant, les rapports inégaux entre les sexes et les discriminations que subissent les femmes demeurent inchangés. La conférence midi du 18 mars dernier était organisée par l'Observatoire sur les missions de paix de la Chaire Raoul-Dandurand avec la collaboration de l'IREF. Lyne Kurtzman, agissait comme animatrice et commentatrice de la rencontre.



Mélanie Coutu, étudiante à la maîtrise en science politique (à gauche devant la salle), et Lyne Kurtzman, agente de développement au Service aux collectivités (à droite sur la photo)